

L'échiquier

LA STRATÉGIE DU RENSEIGNEMENT PRIVÉ

TRIBUNE INVITÉE

C3 - CEETRHA : Découvrez ce confrère
qui se lance dans la formation !

GRAND ANGLE

Ne laissez pas vos données trahir vos enquêtes :
un enjeu vital pour l'enquêteur privé

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Pappers international :
Test & retour

PORTRAIT D'ARP

Allal GUERROUMI

DERRIÈRE L'OBJECTIF

L'oeil sait, le hasard ment

04

L'ÉDITO DES
ADMINS

08

LA TRIBUNE INVITÉE

C3 – CEETRHA

17

GRAND ANGLE

Ne laissez pas vos données
trahir vos enquêtes

24

AU DELÀ DES
FRONTIÈRES

Pappers international :
Test & retour

05

ACTU
JURISPRUDENCE

Droit social : le droit à
la preuve - la loyauté

13

PORTRAIT D'ARP

Allal GUERROUMI
Procap DéTECTive

22

DERRIÈRE L'OBJECTIF

L'oeil sait,
le hasard ment

31

NOS PARTENAIRES



INSPIRATION DE CONTENU
MEMBRES DE L'ONARP

REMERCIEMENT SPÉCIAL
ALLAL GUERROUMI

RÉDACTEURS DANS CE NUMÉRO
ANTHONY BRUNELIÈRE
CAROLE FRÉMY
GEOFFREY PAGÈS-GALDIOLO
SÉBASTIEN LEUCI
VICTOR PISSARRO
ÉMELINE STRENTZ

RÉDACTRICE EN CHEF
CAROLE FRÉMY

FONDATEUR DE L'ONARP
OLIVIER GROLEAU

ADMINISTRATEURS DE L'ONARP
CAROLE FRÉMY
OLIVIER GROLEAU

ILLUSTRATIONS
IA / DALL-E

PARTENAIRE DANS CE NUMÉRO





L'ÉDITO DES ADMINS

Bienvenue dans ce dernier numéro de l'année !

Si vous tenez ce magazine entre vos mains, c'est que les admins ont une nouvelle fois survécu aux délais impossibles, aux relances en rafale et aux réunions qui devaient durer « *juste 10 minutes* ».

Retrouvez l'**actu jurisprudence** : encore du droit social, oui. On assume complètement, c'est notre petit péché mignon.

Puis place à une **tribune invitée** de choix : le C3 – CEETRHA, ce confrère qui s'investit corps et âme dans la formation et qui prépare déjà le terrain pour 2026.

De la pédagogie, de la passion et, à notre avis, du contenu intéressant.

Dans **Grand angle**, on zoomé sur vos données : elles en savent beaucoup sur vous... parfois plus que vous-même. Et dans une enquête, ce bavardage numérique peut tout changer.

Cap ensuite sur **le portrait d'ARP** d'Allal GUERROUMI, pour mettre enfin un parcours et une voix derrière un pseudo Discord.

Avec **Derrière l'objectif**, on s'offre une petite parenthèse légère et contemplative.

Enfin, on passe la douane avec **Au-delà des frontières** : retour d'expérience sur Pappers international. Est-ce un vrai passeport pour vos recherches ?

N'oubliez pas non plus que [OSINT4Fun](#) vous invite à collaborer à la troisième édition du calendrier de l'Avent dédié aux challenges OSINT.

Le calendrier sera disponible à partir du **1er décembre** à l'adresse suivante :
<https://www.osint4fun.eu/advent2025>

Installez-vous, feuilletez, surlignez, critiquez : ce numéro est à vous.

Olivier GROLEAU
Fondateur | Administrateur

Carole FRÉMY
Co-Administratrice



PAR
GEOFFREY PAGÈS-GALDIOLO



DROIT DE LA PREUVE ET LOYAUTE

A propos de Cass. Com. du 17 septembre 2025 et CA Aix-en-Provence du 18 janvier 2024.

Dans l'affaire opposant le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de PACA à la SARL EB GESTION, l'enjeu probatoire principal intéresse particulièrement la profession puisqu'il porte sur l'usage, par un enquêteur privé, d'une fausse qualité dans le cadre d'une mission d'enquête visant à prouver l'exercice illégal d'une profession.

Cette problématique a donné lieu à un arrêt rendu en appel le 18 janvier 2024, déjà fortement commenté à l'époque pour son manque de nuance, puis au présent arrêt de la Cour de cassation.

L'affaire est importante puisqu'elle offre une nouvelle illustration particulièrement riche des tensions actuelles entre exigence de loyauté de la preuve et reconnaissance du droit à la preuve.

En effet, par son arrêt du 17 septembre 2025, la Cour de cassation marque une inflexion notable en admettant, sous réserve du contrôle de proportionnalité, qu'une preuve issue de l'usage d'une fausse qualité puisse être recevable dans un procès civil.

Faits et rôle concret de l'enquêteur

Le Conseil de l'Ordre, alerté de suspicions d'exercice illégal de la profession d'expert-comptable, avait saisi un enquêteur. Celui-ci a mené son enquête de manière classique : prises d'attachments téléphoniques, prises de rendez-vous rapide, puis un entretien physique dans les locaux de la société EB GESTION.

Le détective s'est présenté comme un potentiel créateur d'entreprise à la recherche d'un prestataire pour sa future comptabilité. Ce faux scénario a permis d'obtenir un entretien au cours duquel la gérante d'EB ESTION a évoqué la possibilité d'accomplir des prestations relevant du monopole des experts-comptables.

Il est à noter, et cela aura son importance pour la suite, que l'enquête de s'est pas prolongée dans le temps : l'essentiel du travail s'est déroulé sur quelques jours, à travers un entretien puis deux courriels de relance sous identité fictive.

Cette brève mission a débouché sur un rapport d'enquête utilisé à l'appui d'une requête fondée sur l'article 145 du Code de procédure civile. C'est sur cette base qu'un commissaire de justice a été autorisé à intervenir au siège d'EB GESTION pour procéder à des constatations plus détaillées.

Arrêt de la Cour d'appel : Rejet pur et simple du rapport

Dans son arrêt du 18 janvier 2024, la cour d'appel a jugé intégralement irrecevable le rapport d'enquête. L'élément central du débat tient à l'usage par l'enquêteur d'une fausse qualité : il s'est présenté comme un futur client avec un projet professionnel totalement fictif, ce qui, pour les juges d'appel, constitue par nature un procédé déloyal rendant la preuve illicite.

Pour la Cour d'appel, le principe de loyauté de la preuve ne saurait s'éteindre totalement face au droit à la preuve ou être modulé « à géométrie variable » selon le but poursuivi. Enfin, la Cour ajoute que si l'article L.621-1 du Code de la sécurité intérieure autorise – certes – l'enquêteur à ne pas révéler sa mission, il ne lui permet pas pour autant de « mentir et donc de bâtir puis mettre en œuvre un tel stratagème ».

Censure par la Cour de cassation : L'usage d'une fausse qualité n'est pas rédhibitoire

La Haute juridiction critique fermement l'approche inflexible de la Cour d'appel et casse partiellement l'arrêt pour défaut de base légale. Elle rappelle que ni l'illicéité ni la déloyauté d'une preuve ne suffisent, à elles seules, à justifier mécaniquement son exclusion.

De manière désormais classique, la Chambre commerciale rappelle qu'il appartenait aux juges du fond de :

- Rechercher si cette preuve litigieuse est indispensable à l'exercice du droit invoqué ;
- Apprécier si l'atteinte portée par le stratagème est proportionnée au but poursuivi ;
- Mettre en balance le droit à la preuve et les droits antagonistes de la partie adverse.

Or, dans le cas d'espèce, la Cour d'appel ne s'est pas livrée à une telle analyse puisqu'elle a automatiquement écarté le rapport pour l'usage d'un procédé déloyal.

La question n'est donc plus celle de la loyauté abstraite, mais bien celle de la proportionnalité concrète : le stratagème déloyal n'est plus un vice rédhibitoire, mais un critère parmi d'autres que les juges doivent apprécier.

Ainsi, en rejetant cette approche absolutiste du principe de loyauté, la Chambre commerciale reconnaît également et implicitement que l'usage d'une fausse qualité n'est plus en soi prohibé en matière civile.

Conséquences pour les enquêteurs

L'arrêt du 17 septembre 2025 reconnaît qu'un enquêteur privé peut, dans certaines conditions, recourir à une fausse qualité pour obtenir une preuve recevable. Ce faisant, la Haute juridiction semble admettre le recours à des méthodes d'enquête plus « offensives » dans les litiges civils.

Il s'agit objectivement d'un progrès intéressant pour la profession. Néanmoins, cette ouverture demeure encadrée par un strict contrôle de proportionnalité et la recevabilité des rapports d'enquête fondés sur l'usage d'une fausse qualité dépendra :

- De la démonstration que le recours à une fausse qualité était indispensable (aucune alternative probatoire) ;
- Du caractère limité et peu intrusif de la tromperie ;
- De l'absence d'atteinte excessive aux droits fondamentaux du contradicteur.

En d'autres termes, si cet arrêt ouvre des perspectives intéressantes pour les enquêteurs, il les invite aussi à une vigilance accrue : Ils devront être mesurés dans leurs démarches, ne pas céder à la tentation de transformer tous renseignements officieux en pièce de procédure et plus généralement s'assurer que la preuve ne peut pas être obtenue par d'autres moyens (en ayant à l'esprit que la casuistique des juridictions du fond est déjà plutôt restrictive concernant cette notion !).

TRIBUNE INVITÉE



C.E.E.T.R.H.A

CELLULE D'ÉTUDE ET D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
DU RENSEIGNEMENT HUMAIN ADAPTÉ



PAR
SEBASTIEN LEUCI

C3 – CEETRHA **Cellule d'Étude et d'Enseignement Technique du Renseignement Humain Adapté**

Certains d'entre vous sont déjà au courant, d'autre le découvriront en lisant cet article, quelque chose est en train de bouger là-bas dans le Mordor (pour ceux qui connaissent, l'Est de la France, c'est presque le Mordor...).

Enquêteur de droit privé et directeur de l'agence SPEAR depuis un peu plus de 5 ans, je me suis aperçu que j'avais un besoin irrépressif de chercher de nouveaux défis à réaliser.

Dans le plus pur style de l'agence, et dans l'esprit qu'est celui de l'ONARP, voici la présentation du tout nouvel organisme de formation tourné (entre autres) vers la Profession. Cela a mis un peu de temps à arriver, mais ça a pris les délais nécessaires.

Voici donc en quelques réponses à des questions que vous ne vous êtes peut-être pas posées, ce que nous avons fini par accoucher pour le bonheur des petits et des grands.

Pourquoi ?

Au moment où, pour moi, la question d'une réorientation professionnelle s'est posée, j'ai eu la chance d'obtenir la carte professionnelle d'ARP par équivalence, un beau cadeau de l'Institution pour laquelle j'ai roulé pendant 21 ans. Institution qui m'a formé et qui m'a permis de vivre l'aventure avec un grand « A », dans ce petit monde qu'est celui du Renseignement d'Origine Humaine (ROHUM). Je suis extrêmement reconnaissant d'avoir reçu un bagage opérationnel aussi lourd que les sacs que j'ai pu me caler sur le dos, que j'ai pu déplacer dans une bonne partie des forêts françaises, mais aussi en Afrique et en Asie.

Lorsque j'ai attaqué le cursus de formation initial dédié à la profession d'ARP, je me suis dit : « Easy, ce monde-là, tu le connais sur le bout des doigts ! ».

Erreur fatale ! En matière de Droit, j'étais complètement largué. Donc, pour tout un tas de raisons, c'est vers l'université Panthéon Assas que je me suis tourné.

J'y apprends énormément, mais une fois l'obtention du titre de directeur d'enquête privée, je n'ai pu m'empêcher de faire le constat suivant :

Alors que la formation juridique est solide, complète et réellement indispensable à l'exercice de la Profession, la formation opérationnelle, elle, a été quasi inexistante.

J'ai bien saisi que le volume horaire en formation initiale n'est pas extensible à l'infini, et qu'un vernis dans les domaines opérationnels de base de la profession, (Surveillance et Filature), est en principe transmis durant le(s) stage(s) obligatoire(s) en agence. Malgré tout, une impression désagréable me travaille et j'ai le sentiment parfois qu'on envoie les jeunes confrères (et ce n'est pas une histoire d'âge, on est d'accord !) au carton, sans même être certain de leur avoir transmis le minimum pour se débrouiller seuls sur le terrain.

Vous allez me dire, il est toujours possible de se plaindre et d'en vouloir à la terre entière de ne pas avoir fait ce qu'il fallait, de ne pas avoir fourni les armes nécessaires, que c'est une fatalité... Mais, finalement, il est bien plus pertinent d'essayer de changer les choses à son propre niveau, dans le concret, que de répandre des idées révolutionnaires sans jamais mettre la main à la pâte.



Comment ?

CEETRHA, quel drôle de nom !?

Trouver un nom pour une structure, c'est toujours un peu périlleux. Il a bien fallu se décider, l'idée c'est que ça ait du sens et comme j'ai été bercé aux acronymes barbares, une fois le Brainstorming terminé, voilà ce que cela a donné :

Cellule d'**É**tude et d'**E**nseignement **T**echnique (dédiée) au **R**enseignement **H**umain **A**dapté (aux acteurs privés du renseignement).

Bon, après on peut dire juste C3, ça passe aussi !

Si le « C » signifie « Cellule », plutôt que « Centre » c'est pour plusieurs raisons. D'abord parce que les formateurs embarqués dans l'aventure « C3 », représentent un groupe où tous sont investis par la même flamme, celle de la transmission des savoirs faire et de la culture opérationnelle.

Mais c'est aussi parce que « C3 » n'est pas physiquement un centre... J'en imagines déjà certain d'entre vous se dire, « Mais alors c'est quoi ? » Oh là, tout doux les foufous ! C3, et bien c'est une équipe qui se déplace au plus près de ceux qui veulent s'améliorer. Pour faire simple, avec nos petites mains, on a divisé la France en 5 zones (Île de France / Nord-Est / Sud-Est / Sud-Ouest et Nord-Ouest) afin que, comme ce que représentait la table ronde pour Arthur Pendragon, « personne ne se sente isolé dans un coin, ou ne se trouve (assis) loin d'un autre ».

Les stages peuvent donc être conduits en fonction des demandes, des zones géographiques et du calendrier. En attendant la mise en ligne du site internet de C3, pour toute demande, vous pouvez nous contacter via l'adresse : contact@c3-formops.fr

Quoi ?

Plus que des cours académiques, où un sachant transmet son savoir à un public d'apprenants, ce que nous proposons c'est plutôt un espace d'entrainement, un laboratoire centré sur les compétences opérationnelles, mais aussi, et c'est le plus important, un « lieu » où la culture Rens' peut s'exprimer, se développer et s'enrichir de l'expérience de chacun.

Tourné d'abord vers la profession, le projet s'est rapidement ouvert à d'autres secteurs de la sécurité privée qui en ont exprimé le besoin (A3P notamment), puis aux institutions elles-mêmes, qui cherchent à se challenger et à diversifier leurs connaissances opérationnelles.

Chez C3, on a toujours mille et un projets en soute, mais il a bien fallu choisir, et les domaines que nous avons arrêtés pour le moment sont :

Domaine Prise de Vue Opérationnelle (PVO) / 5 modules :

- PVO 001 : Bases de la prise de vue opérationnelle.
- PVO 002 : Thématique Nuit.
- PVO 003 : Thématique Longue Distance
- PVO 004 : Thématique Traitement de l'Image.
- PVO 005 : Thématique particulière lié au matériel Hybride.

Domaine Filature / Contre Filature (FCF) / 2 modules :

- FCF 001 : Bases de la filature (tous milieux).
- FCF 002 : Bases de la contre filature (tous milieux).

Domaine Lutte Contre la Fraude (LCF) / 2 modules :

- LCF 001 : Thématique fraude documentaire.
- LCF 002 : Thématique délinquance financière.

Domaine Contre Mesure Électromagnétique (CME) / 2 Modules :

- CME 001 : Approche générale du domaine.
- CME 002 : Thématique d'approfondissement.

Domaine Entretiens Spécialisés et Écrits Professionnels (ESEP) :

- ESEP 001 : Rédactions professionnelles.
- ESEP 002 : Conduite d'entretiens spécialisés (relation client, recueil de témoignage, travail sous prétexte, scénario...)

Et pour terminer, un domaine particulier concernant l'aspect tactique « furtif » (VERT 01) en développement pour les institutions. Reprenant les savoirs faire spécifiques au travail en milieu rural / péri urbain, longue distance, communication, protocoles de sécurité...

Qui ?

L'ensemble des formateurs C3, reconnus pour leurs expertises, sont pour la plupart, issus d'unités institutionnelles spécialisées du domaine renseignement. Intervenants dans leurs domaines de compétences propres, tous partagent la même vision : permettre à la communauté du renseignement humain de se perfectionner, et faire monter le niveau global vers l'excellence.

Pour le moment, le bloc formateur se compose de Maxime et Jean-Luc pour le domaine LCF, de Boris pour le domaine CME, de Wilfried et William pour les domaines FCF / PVO et ESEP, et d'Audrey pour le domaine ESEP, en sachant que quelques autres noms vont apparaître dans les mois qui viennent.

Concernant les stagiaires :

Les formations C3 sont ouvertes aux agents de recherche privée et plus largement à tous les professionnels de l'enquête et de l'investigation, aux personnes habilitées par l'état ou détentrices d'une carte professionnelle régie par le Code de la Sécurité Intérieure, ayant un besoin de formation dans le domaine renseignement.

Certaines thématiques ne sont ouvertes qu'aux agents de l'état.

Quand ?

Le calendrier des sessions de formations sera mis en ligne sur le site de l'organisme au premier trimestre 2026, les deux premières zones géographiques seront :

- Paris / île de France.
- Nord-Ouest

Combien ?

En fonction des domaines, et des modules les prix peuvent varier de 880€ à 2100€ par stagiaire. La certification Qualiopi et une prise en charge par les Opcos est en cours, afin de permettre un abaissement des coûts de formation.

Un tarif préférentiel (10%) sera appliqué pour les membres de l'ONARP.



Session test de prises de vue op's

Crédit photos : © Le Studio des Songes Photographie

PORTRAIT D'ARP

ALLAL GUERROUMI

Logo de l'agence d'Allal GUERROUMI / PROCAP DETECTIVE



ONARP : As-tu une spécialité ?

AG : De base je suis généraliste, je fais de tout. Particuliers et entreprises. Je ne traite pas les dossiers assurantiels, je ne suis pas ALFA et le domaine ne me tente pas. Pas plus que la contre-enquête pénale. Et puis, il y en a que je fais de moins en moins comme la garde d'enfants. Il y a trop d'affect, je préfère transférer. Ce sont des dossiers qu'il faut vraiment cadrer.

ONARP : Il y a des domaines où tu estimes que tu n'as pas les compétences ?

AG : La contre-enquête pénale, je ne maîtrise pas suffisamment le code de procédure pénale, donc je ne fais pas. Cela m'intéresse peu et la demande est minimaliste. Je ne fait pas non plus de recherches généalogiques, cela ne m'intéresse pas du tout.

ONARP : Des domaines où tu voudrais te former pour progresser ?

AG : Non pas vraiment. J'ai du traiter à peu près tous les domaines de droit. Le domaine cyber serait à améliorer, c'est un domaine d'avenir. C'est un incontournable, il faudrait que je pousse plus en avant. Je dois m'adapter, tout se passe sur internet, en interne, sur les réseaux etc. Il faut systématiser ces recherches. Je fais partie de ces générations qui ont appris sur le tard, j'ai commencé en 2012 à exercer et ce n'était pas un réflexe. On voit les bébés aujourd'hui, ils savent où appuyer sur un smartphone, c'est hallucinant.

Je m'intéresse beaucoup aux cyber arnaques. On sait que cela aboutit très rarement, mais pour une bonne moitié des clients, c'est une phase de prévention, ils veulent vérifier s'ils sont oui ou non face à une arnaque.

Devant des arnaques de plus en plus sophistiquées, c'est un travail en soit de déterminer la réalité. Je ne parle pas d'arnaques à la Brad Pitt ! (rires). On identifie des complicités, on essaie de démêler les réseaux. Une grande majorité est initié depuis les pays d'Afrique, mais pas uniquement. J'ai également de plus en plus d'appels sur les arnaques relatives à la cryptomonnaie. Je donne alors un premier avis consultatif et gratuit, puis selon le cas d'espèce je propose une prestation adaptée.

ONARP : Depuis que tu as commencé, en 2012, qu'est ce qui a changé ?

AG : Beaucoup de choses se passent aujourd'hui dans les téléphones. On ne peut pas dépasser les limites, mais nous recourons à internet en phase de préparation avant de lancer des interventions.

ONARP : As-tu un gadget fétiche ?

AG : La caméra AX 53 de Sony est un outil de prédilection. J'ai évidemment mon téléphone et j'adapte selon les cas, mais je n'ai pas de matériel spécifique. Je préfère les vidéos aux photographies pour pouvoir les extraire facilement. Je ne suis pas formé à la photo techniquement et puis, dans certains dossiers, je vois des détails qui n'apparaîtraient pas sur des photos.

ONARP : As-tu investi dans de l'inutile ?

AG : Le drone... La question s'est posé car il y a dans le sud beaucoup de reliefs. Mais, le territoire est aussi militaire et c'est la garde à vue assurée !

Je ne l'ai pas revendu, on ne sait jamais. Les obstacles sont apparus après l'achat.

ONARP : Un prochain investissement ?

AG : Me racheter une moto ! J'avais un gros scooter, un 600, avec lequel je faisais des filatures. Dans le sud, en période estivale, il y a ce besoin incontournable. Et puis une trottinette, de plus en plus de territoires se piétonnissent, les gens s'adaptent et nous devons faire pareil. Tout évolue.

ONARP : Qu'est-ce qui manque au métier selon toi ?

AG : Un ordre qui soit un peu sur le modèle des avocats. Affilié ou non à la sécurité peu importe, mais être jugé par ses pairs. Pourquoi pas un truc intermédiaire, le volet administratif par le CNAPS et le volet déontologique et professionnel, par ses pairs.

Je déplore aussi que notre communication manque parfois de confraternité, ce qui dessert tout le monde. Le tout IA avec des sites très ressemblants par exemple. Un petit auto entrepreneur à l'autre bout de la France qui apparaît dans toutes les villes, cela n'est pas cohérent. L'optimisation abusive est de notre époque, mais cela n'a pas de sens. Moi je suis très collectif, c'est ainsi qu'on prospère.

Quand je me suis lancé en 2012, pour me hisser au niveau d'un frère vieux de dix ans, il me fallait du temps. Aujourd'hui, tu peux rivaliser avec quelqu'un qui a dix ou vingt ans d'existence en un mois. C'est une notoriété artificielle et cela fausse la réalité et le marché.

ONARP : Où as-tu été formé ?

AG : A Nîmes, puis mon stage chez Samuel MATHIS. Cela s'est très bien passé. Il lançait à cette époque les premiers modules de l'ESARP.

Je me suis lancé à Nantes en 2012, je suis maintenant dans le sud. Pour te parler de moi, j'ai quitté l'Algérie en pleine décennie noire, dans la précipitation. J'ai appris le français à marche forcée, bien que l'Algérie soit aussi très francophone. Nous nous sommes installés à Nantes et j'ai passé un master de philo ; je voulais enseigner. Puis, j'ai découvert par hasard le métier de détective et j'ai voulu faire ça. Une consoeur m'avait dit "*tu apprendras plus sur le terrain qu'en formation*", elle n'avait pas tort !

ONARP : Tu as des liens avec l'Algérie pour les enquêtes ?

AG : Dans ce pays, le métier n'existe pas, ce sont des officiels qui exercent en parallèle de manière officieuse. Je traite assez peu là-bas. Par contre, cette double culture peut servir certaines missions dans des milieux où la majorité est étrangère. La légende est facile à créer. Cela aide aussi dans des interventions de quartier. Dans mon secteur géographique, il peut y avoir des dossiers très sulfureux liés à des organisations criminelles. Je fais attention ou je mets les pieds. Un caucasien est vite détecté, mais dans ma position, il ne faut pas créer de liens non plus. Il faut rester discret et je refuse de paraître, même flouté à la télé. Le sud où je suis peut être particulièrement dangereux.

Je me renseigne parfois pour éviter que les dossiers ne mènent à des choses qui peuvent être incontrôlables. Parfois, j'ai abandonné car je ne veux pas finir dans le port de Toulon ! Les enjeux dépassent les considérations financières.

ONARP : Cela me donne envie de te demander ta vision de l'humanité depuis que tu exerces ?

AG : Je suis moins curieux sur mon entourage. Les choses trop intimes ne m'intéressent pas, je suis très respectueux de ça. Ma foi n'a pas baissé, mais j'ai toujours la même passion. Je ne sais pas si j'exercerai toute ma vie, mais c'est un travail humain à haute valeur ajoutée.

"Je me renseigne parfois pour éviter que les dossiers ne mènent à des choses qui peuvent être incontrôlables"

ONARP : La mécanique du mensonge n'a pas emporté ton optimisme ?

AG : Je ne suis pas blasé ni naïf. Sur la fidélité par exemple, il y a des choses qui me paraissent naturelles et normales. Il y a douze ans, je n'aurais pas dit cela. Il y a de vrais deltas entre la réalité et ce qu'on montre en public, mais qui ne me choquent pas. Je trouve ça humain, quelque part. A la longue, plus rien ne me choque. Derrière des escroqueries, par exemple, il y a aussi beaucoup de misères même si ce n'est pas une explication absolue. Cela ne change pas notre travail, mais l'oeil est plus humain.

ONARP : Tu t'es déjà lié d'amitié avec un client ?

AG : Oui ! Plusieurs même.

Tu prends parfois fait et cause, car tu sais qu'il dit la vérité. Il y a des combats sincères qui touchent et cela n'empêche pas d'être objectif. Nous sommes plus sensibles sur certains sujets.

ONARP : Tu as déjà été marqué sur le long terme à cause d'une affaire ?

AG : Ce sont plutôt des affaires délictuelles ou criminelles, pas émotionnelles. On arrive à passer outre, on ne peut pas prendre le poids du client. Au début, je prenais trop à cœur les missions et il faut prendre du recul. Il ne faut pas épouser pleinement la situation sinon ce n'est pas sain psychologiquement, cela ne nous appartient pas. Le temps apprend à lâcher prise. J'ai parfois voulu en faire trop pour satisfaire le client, aujourd'hui je dirais non ! Je suis moins sauveur, moins dans ce triangle sauveur-victime-bourreau. On peut s'engager pleinement en restant distant, avec une vue globale.

ONARP : Un dernier mot ?

AG : Je voulais revenir sur la question des compétences. Ma conception des choses, c'est qu'un détective est un couteau suisse. On peut passer une année entière à faire du civil et puis, avoir une matière inhabituelle qui oblige à se replonger dans une autre thématique.

On se forme parfois au fur et à mesure des missions, je suis content de me réactualiser et d'apprendre.

Il faut faire l'effort de se mettre à niveau. Tout ce qu'on apprend va servir un jour à un autre, même s'il ne s'agit que d'étudier l'affaire sans la prendre au final. Ce travail préparatoire est formateur. Maintenant, je n'ai aucune honte à ne pas savoir ; à dire aux clients : laissez moi étudier la question. Dans certains dossiers, être dans l'écoute et la modestie, ça fonctionne. On prend au sérieux quelqu'un qui n'a pas d'idées préconçues, qui prend le temps des choses. Cette prise de recul est un marqueur d'expertise.



PROPOS REÇUEILLIS PAR CAROLE FRÉMY

GRAND ANGLE

NE LAISSEZ PAS VOS DONNÉES TRAHIR VOS ENQUÊTES : UN ENJEU VITAL POUR L'ENQUÊTEUR PRIVÉ

Quand la protection des données devient à sens unique

À l'heure où le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est brandi comme un bouclier par de nombreuses enseignes pour refuser toute communication d'information, il est légitime de s'interroger : qu'en est-il de la protection des données de l'enquêteur privé ?

Combien d'entre nous se sont déjà heurtés à des interlocuteurs invoquant la sacro-sainte protection des données pour ne pas répondre, parfois à une question aussi simple qu'un

« est-ce vrai ou faux ? ».

L'article L.621-1 du Code de la sécurité intérieure encadre strictement l'activité de l'agent de recherches privées. Il agit pour le compte de clients légitimes, dans le respect des lois et de la déontologie professionnelle. Pourtant, ce texte ne lui confère aucune protection particulière sur le plan personnel, notamment face aux risques encourus lorsqu'il agit sur le terrain ou mène des investigations numériques. Également, aucun texte pour « protéger » un analyste OSINT ou un expert en intelligence économique dont la finalité est similaire : apporter l'information stratégique pour défendre les intérêts économiques de leurs clients.

Le monde de l'investigation privée est inévitablement exigeant. Il demande de la rigueur et de la prudence pour mener à bien une enquête. Formé à la recherche de preuves tangibles pour défendre les intérêts de ses clients, l'enquêteur peut toutefois oublier au fil des années une chose primordiale : défendre ses propres intérêts..

Alors, que protège-t-on réellement ? Les données des citoyens, ou ceux qui œuvrent dans l'ombre pour faire respecter leurs droits ?

I. Les risques de l'exposition : quand la mission tourne au danger

I.I. Pour un ARP

Dans le cadre de ses investigations, l'enquêteur privé est amené à interagir avec des tiers (voisins, témoins, interlocuteurs téléphoniques) ou à observer des comportements depuis l'espace public. Mais cette proximité peut parfois se retourner contre lui.

Les risques de « détronchage » sont réels : un visage reconnu, une plaque d'immatriculation relevée, un ton de voix identifié lors d'un appel... Dans les cas les plus extrêmes, un agent de recherches privées peut être victime d'une agression de la part d'enquêtés mécontents d'avoir été surveillés ou contactés, rappelant ainsi l'importance vitale de préserver son anonymat.

Même à distance, le danger subsiste : un simple échange téléphonique mal préparé peut trahir l'identité de l'enquêteur. Le simple numéro de téléphone professionnel de l'enquêteur trahira son métier. Qu'il soit inscrit sur son site internet ou un indice sur son WhatsApp professionnel , cette donnée mettra en péril son enquête et l'intégrité du professionnel.

L'usage d'un pseudonyme ou d'un alias, souvent critiqué comme une pratique déloyale, peut dans ces conditions être considéré non pas comme un artifice, mais comme un moyen de protéger l'intégrité physique et morale de l'agent, à condition que la démarche reste proportionnée et loyale.

L'enquêteur n'a aucune obligation légale de révéler son identité à toute personne contactée dans le cadre d'une mission, sauf devant les autorités compétentes. Il s'agit donc moins d'un mensonge que d'un devoir de prudence, lorsque cette dissimulation vise à prévenir un risque d'atteinte à la personne.

Le véhicule de l'enquêteur constitue une autre faille fréquente : une plaque d'immatriculation enregistrée à titre personnel peut, via l'accès à l'ANTS, permettre de retrouver l'adresse du professionnel. Dans certains milieux sensibles, notamment dans les enquêtes d'assurance liées au secteur automobile, cela peut représenter une menace directe.

Enfin, la présence du nom ou de la photo de l'enquêteur sur le site internet de l'agence, ou encore un siège social rattaché à son domicile, expose à des représailles potentielles. Ces éléments, anodins en apparence, peuvent être exploités par un enquêté vindicatif.

I.I. Pour un analyste OSINT et un expert en Intelligence économique

Pour l'analyste OSINT, la protection des données débute avant même la recherche : cloisonner les environnements (navigateurs, comptes, VPN, machines virtuelles), limiter les traces de navigation et contrôler les empreintes numériques laissées par les outils utilisés, afin d'éviter qu'une personne mal intentionnée remonte à l'analyste.

L'expert en intelligence économique, s'il est amené à réaliser de l'HUMINT (Human Intelligence), donc du "terrain », il n'est pas mieux loti. À l'instar d'un enquêteur privé, la fuite d'un simple numéro professionnel ou d'un document mal protégé peut suffire à remonter jusqu'à lui, voire à compromettre son réseau. D'où la nécessité d'appliquer les mêmes réflexes : chiffrement des échanges, cloisonnement des appareils, utilisation de pseudos/ d'alias des identités opérationnelles, destruction ou anonymisation des données sensibles après usage.

En somme, la confidentialité n'est pas qu'un outil de stratégie : c'est une mesure de survie pour les métiers du renseignement privé. Dans un monde où la donnée est devenue une arme, ignorer sa propre surface d'exposition revient à entrer en mission sans gilet pare-balles.

I. Se prémunir contre les fuites de données identitaires : outils et stratégies

Face à ces risques, plusieurs moyens concrets permettent de renforcer la sécurité des données et l'anonymat de l'enquêteur.

I.I. L'usage raisonné des alias

L'emploi d'un alias sur les réseaux sociaux ou dans certaines communications professionnelles peut être légitime, dès lors qu'il ne sert pas à provoquer la preuve, à

tromper délibérément en usurpant l'identité d'une personne réelle, à pirater ou créer de faux documents.

Dans tous les cas, juridiquement tout est question de proportionnalité et de légitimité vis à vis du but recherché.

Cela reste une stratégie efficace qui consiste à recourir à des identités partielles fictives, telles qu'un second prénom ou un nom de famille secondaire, véritables mais moins accessibles publiquement. Ce subterfuge permet d'assurer la cohérence identitaire sans divulguer des données personnelles complètes.

Pour la création d'un alias, il existe par exemple un outil simple et gratuit pour construire « une légende cohérente » : <https://www.fakepersongenerator.com/>

The screenshot shows the Fake Person Generator interface. At the top, it says "Fake Person Generator To protect your real information from being leaked" and "Contact". On the left, there's a sidebar titled "Related Links" with links like Random Address, Random Phone Number, Postcode Finder, BIN Generator, Employment Info Generator, Identity Generator, User Profile Generator, IMEI Generator, User Face Generator, Random Name Wheel, Temporary Mail, and Gamertag Generator. The main area has a "Custom Generate" button and fields for Gender (Random), Age (Random), State (Random), and City (Random). Below this is a generated profile for "Alicia R Allen" with a placeholder image. The profile details are: Gender: female, Race: Black, Birthday: 9/18/1973 (52 years old), Street: 4642 Terra Street, City, State, Zip: Seattle, Washington(WA), 98161, Telephone: 360-365-9582, Mobile: 206-841-8430. There's a "Refresh" button next to the profile. At the bottom, there's a section titled "BASIC INFORMATION" with fields for Temporary Gmail (real) (rebecca9710+hargrave@gmail.com - This is a real Gmail. Click here to receive emails.), Email(fake) (maximilia2@hotmail.com), Height (5' 3" (160 centimeters)), Weight (170.4 pounds (77.29 kilograms)), and Hair Color (Black).

I.I. Les outils numériques de protection

Les services de téléphonie virtuelle via le e-SIM comme OnOff, ou autres, offrent la possibilité d'utiliser une seconde ligne pour contacter témoins ou interlocuteurs sans révéler sa ligne principale.

Cet usage présente un double avantage : préserver la confidentialité de la ligne professionnelle et éviter toute intrusion dans la sphère personnelle.

Pour les recherches en sources ouvertes, la protection de l'adresse IP est cruciale. L'utilisation d'un ordinateur dédié à l'OSINT, équipé d'une machine virtuelle (virtualbox, tails, utm) un proxy et d'un VPN, permet d'éviter l'identification numérique de l'enquêteur.

Également, certains fournisseurs proposent des applications comprises dans l'abonnement. Il est ainsi fortement recommandé de les installer sur le téléphone. Aujourd'hui, non

seulement les enquêtes se font sur ordinateur, mais aussi sur smartphone ! Et l'hygiène numérique vaut pour n'importe quel outil !

Pour encore plus de confidentialité vis à vis de personnes « lambdas » un filtre de confidentialité tant sur l'écran d'ordinateur que sur le téléphone est préconisé. Cela permet de mener les enquêtes à l'abris des regards indiscrets.

I.I. Sécuriser le siège social et les moyens matériels

La domiciliation d'agence dans un centre d'affaires ou un espace de coworking constitue une solution simple et efficace pour dissocier l'adresse professionnelle du domicile personnel. Pour les auto entreprises, il est possible sur le guichet unique de demander à ne pas publier l'adresse du siège social de l'entrepreneur. Également depuis peu, il est désormais possible de cacher l'adresse personnelle de l'associé pour toute personne morale (SAS, SARL).

De même, lors de missions sensibles, la location courte durée de véhicule protège l'enquêteur contre tout risque d'identification directe par la plaque d'immatriculation. Le certificat d'immatriculation rattaché au siège social, et non au domicile privé, est ici une précaution élémentaire.

II. Enjeux stratégiques non négligeables

Il va de soi que la protection de son identité n'est plus une option pour nos professions. Les enjeux sont de toute part :

- Financier : la donnée n'a jamais eu autant de valeur ! Un mail, un numéro de téléphone, etc.
- Réputationnel : expliquer à son client que la cible connaît votre identité à cause d'un numéro de téléphone peut en effet baisser votre « indice de popularité »... et peut remettre en question votre crédibilité et professionnalisme
- Sécuritaire : enfin cet enjeu doit être le principal argument pour adopter une hygiène numérique au quotidien. Avoir comme cible une personne malveillante qui va tout faire pour retrouver qui se cache derrière un numéro ou un mail, va inévitablement être dangereux pour votre sécurité si aucune barrière n'a été mise en amont.

La sécurité de l'enquêteur, une légitimité à défendre

Loin de céder à la paranoïa (le « trop » n'existe pas), la vigilance en matière de protection des données personnelles relève d'un devoir professionnel.

La loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, le Code pénal reconnaît d'ailleurs que les atteintes physiques ou morales portées à un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions (ou envers ses proches) constituent une circonstance aggravante. Cette reconnaissance, bien que symbolique, confirme que l'enquêteur joue un rôle social utile, parfois au péril de sa propre sécurité.

Avant d'accepter une mission, il convient donc de se poser une question essentielle : « Suis-je suffisamment protégé contre les enquêtés ? »

Car la sécurité de l'information passe aussi par la sécurité de celui qui la détient. Enfin, rappelons que la coopération entre confrères, notamment lors de filatures nécessitant un binôme, n'est pas une coquetterie professionnelle mais une mesure de sécurité légitime, que le client se doit d'accepter et de rémunérer à sa juste valeur. La discrétion, la prudence et la maîtrise de l'information sont les trois piliers de la sécurité de l'enquêteur moderne.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Anonymat sur internet <https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/293520-peut-être-anonyme-sur-internet-et-les-reseaux-sociaux>

Enjeux cyber de la donnée <https://www.oodrive.com/fr/blog/securite/securite-donnees/securite-donnees-definition-enjeux/>

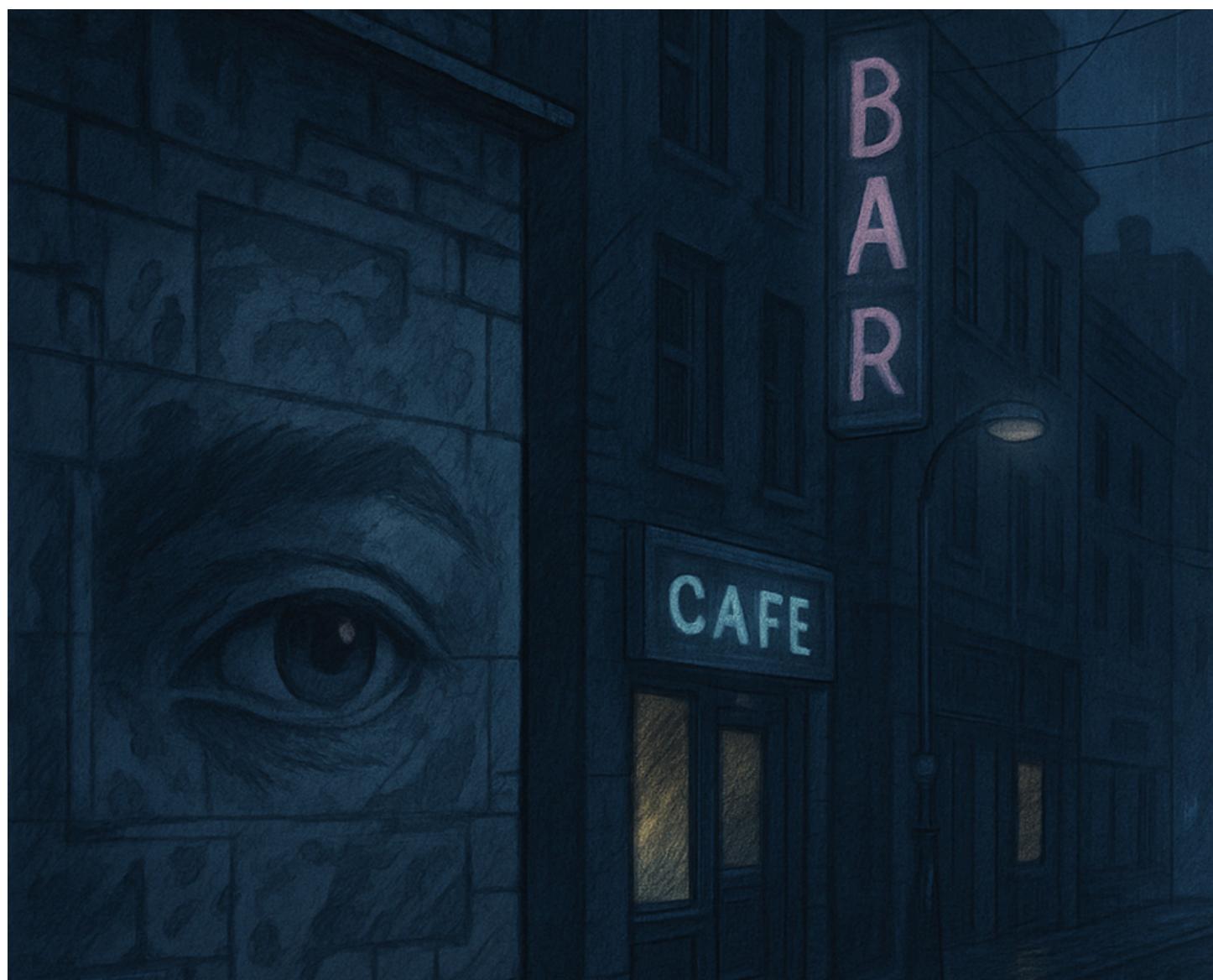


DERRIÈRE L'OBJECTIF

L'OEIL SAIT, LE HASARD MENT

Le hasard n'existe pas, il s'appelle observation.

Il y a des jours où tout semble s'aligner avec une précision surnaturelle. Une précision si fine, qu'on la prend pour de la chance. Moi, je dis que c'est l'œil qui poursuit son œuvre pendant que la conscience se repose. Un regard croisé au détour d'une rue, un morceau de plaque d'immatriculation aperçu dans un reflet, une silhouette entrevue à la volée, quelques bribes orales du client qui reviennent dans la tête... On emmagasine sans y penser et puis à un moment, ces morceaux s'ordonnent naturellement pour dessiner l'évidence.



Nous vivons au milieu d'indices discrets que la plupart des gens frôlent sans jamais les saisir. Nous apprenons à leur donner un nom, une logique, une place honnête dans la trame. L'observation est un peu la science du minuscule : l'art de relier ce que tout le monde regarde sans jamais vraiment le voir. Rien n'arrive par hasard. Ce qu'on appelle coup de chance n'est souvent qu'un long travail d'attention. Des heures d'attente, une préparation millimétrée, un créneau horaire logique. La chance n'est finalement que le visage souriant de la persévérance et de l'expérience.

Enquête après enquête, il faut trouver la juste mesure entre méthode et intuition car l'excès de rigueur rend mécanique, et l'excès d'instinct rend aveugle. Le secret tient à peu de chose : écouter ce que les faits murmurent sans jamais les forcer à parler. À force d'observer, on apprend à aimer l'immobile et on se surprend à renifler la bonne piste selon le sens du vent. L'œil s'épuise à courir au lieu de s'attarder, oubliant que l'indice ne fuit pas ; il attend, posé quelque part, dans un détail qu'on néglige.

Dans un monde saturé de vitesse, le hasard prospère parce que plus personne ne prend le temps de voir ce qui est là.

Le réel laisse des empreintes pour qui sait ralentir assez.



PAR CAROLE FRÉMY

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES



PAPPERS INTERNATIONAL : TEST&RETOUR

Le saviez vous? [Pappers.fr](#), grande ressource pour nos recherches sur les sociétés a créé un nouvel outil !

Après Pappers Immobilier ou encore Pappers Justice, le site incontournable de nos enquêtes lance Pappers International.

Alors non, cet outil ne permet pas de nous guider pas à pas dans nos enquêtes outre-hexagone mais offre une promesse ambitieuse : recenser les informations qui concernent les entreprises étrangères sur notre portail “à la française”.

En tant que fan du globe que je suis, je vous ai préparé un retour d’expérience concernant cet outil. Je préfère vous prévenir : c'est assez décevant. A l’instar de Pappers Immo ou Pappers Justice, Pappers International est utile mais pas suffisant pour la plupart de nos recherches.

Lorsque nous nous sommes rendus compte de l’efficacité moyenne des volets Immobilier et Justice à leurs débuts, nous avions toujours une porte de sortie pour obtenir de meilleurs résultats. Pour l’immobilier, nous avions le cadastre, dvf.fr, nos amis des SPF et des SDIF etc... Pour Justice nous avions toujours Legifrance, les différents greffes ou même Doctrine pour certains d’entre nous.

Mais alors comment faire pour assurer nos résultats sur des sociétés étrangères si Pappers International nous fait défaut ? D’autres outils existent déjà tel que Creditsafe qui fait plutôt un très bon travail à ce niveau-là. Mais de manière organique, je préconise toujours une autre solution dans mes enquêtes : LA SOURCE ! C'est-à dire, le registre des sociétés local, du pays qui convient.

Cette méthode est d’après moi la bonne mais va laisser quelques embûches sur notre route.

Premièrement, qui dit étranger dit langue étrangère (à l’exception des 15% de pays reconnus à l’ONU qui ont le français comme langue officielle). Vos recherches devront obligatoirement avoir lieu en langue étrangère pour un résultat optimal (votre meilleur ami sera alors Deepl.com, nous y reviendrons tout en bas de cet article).

Ensuite, il nous faudra comprendre les subtilités d’enregistrement et d’immatriculation pour chaque pays. Eh oui... Un SIREN n’est un SIREN qu’en France de même pour certaines règles de publicité (comme sur les RBE ou encore la publicité des statuts etc...). Aussi, il convient de rappeler que tous les pays ne sont pas des Républiques unies et indivisibles comme la nôtre. Une règle qui vaut à Munich ne vaudra pas forcément à Hambourg de même qu’une règle à Los Angeles ne vaudra pas forcément à Chicago. Enfin, la langue parlée, et donc le vocabulaire associé, peuvent varier !

Bien que parlant tous les deux l'espagnol (même s'il est assez différent), vous trouverez le NIF (Número de Identificación Fiscal) en Espagne et le NIT (Número de Identificación Tributaria) en Colombie pour parler de l'équivalent du SIREN.

Au Royaume-Uni, le registre officiel est la Companies House, tandis qu'aux USA, c'est le Secretary of State qui est propre à chaque Etat [on parle ici du Secretary of State d'un état particulier (ex: Secretary of State of California), une sorte de "préfecture", et non pas du Secretary of State fédéral qui est le Ministère des affaires étrangères étasunien].

Autre exemple en portugais où le Certidão permanente est le KBIS portugais alors qu'au Brésil, le KBIS sera plutôt la Ficha cadastral simplificada.

Bref, vous l'avez compris, Pappers International a de bonnes chances d'être utile pour recenser toutes ces informations, il faudra sûrement lui laisser le temps de se bonifier comme nous l'avons fait avec Pappers Immo et Pappers Justice.

Pour que vous puissiez vous faire votre propre avis, voici un comparatif : pour chaque résultat sur Pappers International, je vous mets à la suite la page du registre officiel sur ce même résultat, donnant par la même occasion mon choix personnel entre Pappers et le registre du pays concerné.

Le choix des sociétés est un pur hasard (méthodologie = aller sur Maps dans un pays, zoomer et choisir la première société pour laquelle j'obtiens un "SIREN". Exception avec les Pays-Bas où j'ai légèrement bifurqué).

Vous noterez que les résultats de pappers sont toujours en anglais et dans la langue locale.

Allemagne : GLOBUS Baumarkt Ost Geschäftsführungs-GmbH

<https://de.pappers.in/en/company/globus-baumarkt-ost-geschäftsführungs-gmbh-HRB-81111-V1109>

The screenshot shows a company profile for "GLOBUS Baumarkt Ost Geschäftsführungs-GmbH". The top section displays basic information: Address (8 Leipziger Str. 66606 St. Wendel), Incorporation date (22/06/1994), Officers (Pia Frey, Timo Huwer, Gerald Neumayr), and a status indicator (Active - HRB-81111-V1109). Below this, there are two main sections: "Legal information" and "Activity". The "Legal information" section lists Company number (HRB-81111-V1109), Company type (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), VAT number (Data not available...), and Share capital (26 000,00 €). The "Activity" section lists Code WZ (Data not available...).

GLOBUS Baumarkt Ost Geschäftsführungs-GmbH	
Address	8 Leipziger Str. 66606 St. Wendel
Incorporation	22/06/1994
Officers	GLOBUS Baumarkt Ost Geschäftsführungs-GmbH, Amtsgericht Saarbrücken, Pia Frey, Timo Huwer, Gerald Neumayr
Legal information	
Company number	HRB-81111-V1109
Company type	Gesellschaft mit beschränkter Haftung
VAT number	Data not available...
Share capital	26 000,00 €
Activity	
Code WZ	Data not available...

On trouve sur Pappers le nom, le "SIREN", les dirigeants, son capital, sa forme mais pas de données financières. On trouve également des publications qui ne sont pas cliquables et qui se nomment "Freitext" ou "Satzung" ce qui signifie "texte libre" et "statut", autant dire que c'est flou...

Sur le site du registre officiel, on note déjà que l'on peut naviguer en Français ! On y trouve les mêmes informations mais avec un outil que Pappers n'a pas : le choix de différents types de réponses à savoir :

- CD - Impression chronologique
- HD - Impression historique
- DK - Affichage du document
- UT - Responsable de l'Entreprise
- VÖ - Publications
- SI - Contenu structuré du registre

Cela permet de vraiment voir l'historique d'une société et cela peut être très intéressant ! Attention toutefois, chaque requête vous fera télécharger un Pdf... EN ALLEMAND. Rien d'insurmontable, vous pouvez toujours utiliser Deepl. Mais cela reste quand même peu pratique...

site officiel allemand :

<https://www.handelsregister.de/>

Mon avis : Le site allemand permet de vraiment mieux comprendre la vie de la société. Mais il faut être prêt à lire l'allemand.

Espagne : BODEGAS BORSAO SA

<https://www.pappers.es/en/company/bodegas-borsao-sa-1000112646758>

The screenshot shows a company profile for BODEGAS BORSAO SA. At the top, there is a blue header bar with the company name and a green 'Active' status badge. Below the header, there is a large white area containing detailed information about the company's address, activity, incorporation, officers, and legal representation. The 'Officers' section lists several individuals, including SANTA ANA CRIANZAS Y VIÑEDOS SOCIEDAD COOPERATIVA, NAVARRO AZNAR IVAN, SOCIEDAD COOPERATIVA LIMITADA AGRICOLA DE BORJA, ALLUE ESCOBAR LUIS FERNANDO, BAYA CUARTERO JUAN CARLOS, CAJA RURAL DE ARAGON SOCIEDAD COOPERATIVA DE CREDITO, CANO SANCHEZ LORENZO, NAVARRO JACA PEDRO LUIS, and SOCIEDAD COOPERATIVA AGRARIA NUESTRA SEÑORA DEL NIÑO PERDIDO. At the bottom, there are two sections: 'Legal information' and 'Activity'. The 'Legal information' section includes fields for Company number (1000112646758), Company type (Anónima), and VAT number (A50889955). The 'Activity' section includes fields for Code CNAE (1102) and Fields of activity (Manufacture of wine from grape).

Legal information	
Company number	1000112646758
Company type	Anónima
VAT number	A50889955

Activity	
Code CNAE	1102
Fields of activity	Manufacture of wine from grape

Cette fois-ci on n'a vraiment pas grand chose... La liste des dirigeants, les informations d'immatriculation et... C'est à peu près tout.

The screenshot shows a web interface for 'Registradores de España'. At the top, there's a logo and links for 'La sede' and 'Mi carpeta'. Below that, a header bar says 'Solicitud registral: Depósito de cuentas'. The main area is divided into sections: 'Identificación' (Identification) on the left and 'Resumen' (Summary) on the right. The 'Identificación' section contains a note about access methods and a button to 'Acceder'. The 'Resumen' section shows a deposit of 9.59€ for BODEGAS BORSAO SA, with details like 'Registro Mercantil de Zaragoza' and 'Cuentas ordinarias 2024'. A note at the bottom right says 'Impuestos no incluidos' (Taxes not included).

9.59€ pour obtenir les comptes de 2024 (et pas un exercice de plus!) de nos amis de chez BODEGAS BORSAO.

Sans oublier que certaines données sont limitées à certains critères. En somme, vous payez seulement pour une sélection restreinte de documents, les autres n'étant pas publics.

Site officiel espagnol :

<https://sede.registradores.org/site/invitado/identificacion>

Mon avis : Pappers permet d'avoir de l'information directe mais rarement suffisante. Payer pour avoir une information incertaine (car vous ne savez pas ce que vous payez finalement, vous connaissez le document mais pas son contenu) je trouve ça moyen. Il vaut mieux faire appel à une agence spécialisée qui trouvera la solution à vos problèmes.

Belgique : Louis Delhaize Bertem

<https://www.pappers.be/fr/company/louis-delhaize-bertem-0891616377>

The screenshot shows a company profile for 'Louis Delhaize Bertem' on the Pappers platform. At the top, it displays the company name, address (2 Zwanenpoel 3060 Berchem), creation date (21/08/2007), and managing director (Cornelia Heremans). Below this, there are two main sections: 'Informations juridiques' (Legal Information) and 'Activité' (Activity). The 'Informations juridiques' section lists details like the number (0891.616.377), SIRET (2.171.891.663), form of legal entity ('Société à responsabilité limitée'), VAT number (available), and legal status ('Situation normale - Depuis le 21/08/2007'). The 'Activité' section shows the NACE code (available) and the closure date of the accounting exercise (31/12/2025). A note at the top right indicates the data was last updated on 12/11/2025.

Là, ça devient intéressant. Pappers présente à peu près la même chose qu'en France : la cartographie, le graphique financier, la liste des comptes annuels etc ... Trop bien non??? Eh bien non, parce que sur le site officiel belge, on apprend que la société est fermée depuis le 04 Septembre 2025 mais aussi qu'elle a été "absorbée" par la société REAL FRESH.

On a donc un niveau de latence important sur les mises à jour.

Site officiel belge:

<https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoecknummerform.html?lang=fr>

Mon avis: avis mitigé car Pappers rend un très bon résultat, à condition que les datas soient à jour. Le site belge est assez simple à utiliser, je conseille une double vérification récurrente.

Royaume-Uni : CENTRAL TYRE (COMMERCIAL) LIMITED

<https://www.pappers.co.uk/company/central-tyre-commercial-limited-07760510>

The screenshot shows a company profile for 'CENTRAL TYRE (COMMERCIAL) LTD'. At the top, it displays the company name, address (Etel House Avenue One SG6 2HU Letchworth Garden City), activity (Maintenance and repair of motor vehicles), incorporation date (02/09/2011), and officers (Paul DEMPSEY, Takeshi FUKUDA, Mark Richard SLADE). Below this, there are two sections: 'Legal information' and 'Activity'. The 'Legal information' section includes the company number (07760510), type (Private limited company), and VAT number (Data not available...). The 'Activity' section includes the code SIC (45200), fields of activity (Maintenance and repair of motor vehicles), and account due by (31/03/2025).

Là encore le résultat est très intéressant ! Toutes les informations d'immatriculation sont là (sauf la TVA intra-communautaire, naturellement), une liste des Dirigeants, des bénéficiaires effectifs et une liste bien remplie des comptes annuels : tout y est !

Sur le site britannique on a sensiblement la même chose et ce n'est pas très surprenant car le site de la companies house est très bien fait et tout y est déjà public et cliquable/téléchargeable (oui, j'adore ce site, un de mes chouchous)... Il paraît juste moins pratique que Pappers.

site officiel britannique :

<https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/07760510/>

Mon avis : J'ai tendance à penser qu'il vaut mieux toujours faire une double vérification mais Pappers semble parfaitement convenir ici.

Suisse : SFS Zürich

<https://www.pappers.ch/fr/company/sfs-zurich-441585623>

SFS Zürich
Active - 441585623

Adresse	471 Hohlstrasse 8048 Zürich
Création	12/08/2024
Dirigeants	René Wigger, Pei-De Hsu

Informations juridiques

SFS Zürich	Mentions pour contrat
Numéro	441585623
Forme juridique	Association
Numéro de TVA	Donnée non disponible...

Activité

SFS Zürich	Aktivität principale déclarée	Anbieten von Fussballtrainings sowie Durchführung von damit zusammenhängenden Veranstaltungen, wie... Voir plus
Code NOGA	Donnée non disponible...	

Pappers vous propose ici, en plus des données d'immatriculation (sauf TVA, bien entendu) des données sur les dirigeants et les annonces officielles style BODACC. Le site suisse vous propose un mélange de langues dans un tableau peu didactique avec sensiblement les mêmes infos.

On note quand même des différences assez dangereuses pour nous notamment la date d'immatriculation qui a un jour de différence entre Pappers et le registre. Sur le registre officiel on nous parle de date d'inscription et sur Pappers de date de création.

Site officiel suisse :

<https://zh.chregister.ch/cr-portal/auszug/auszug.xhtml?uid=CHE-441585.623#>

Mon avis : Pappers est ici très bon, mais preuve en est sur cet exemple, une double vérification s'impose.

Pays-Bas : Coffeeshop "Atlas"

<https://www.pappers.nl/en/company/cafe-coffeeshop-atlas-33223764>

Café / Coffeeshop "Atlas"
Active - 33223764

Address	1025XE Amsterdam
Incorporation	Data not available...

Legal information

Company number	33223764
Company type	Vennootschap Onder Firma
VAT number	Data not available...

Activity

Café / Coffeeshop "Atlas"	Code SBI	Data not available...
---------------------------	----------	-----------------------

J'ai l'impression que Pappers a du mal à gérer les Pays-Bas, certaines pages s'annulent, sont en maintenance etc... Surtout, les données présentées sont faibles, voire très faibles. Le nom, l'adresse à moitié et un "SIREN". C'est tout.

Sur le site néerlandais, c'est la même chose à moins de sortir la CB, pour des prix plus bas qu'en Espagne pour un seul document. Sur notre exemple, le registre propose trois documents : l'extrait du registre du commerce certifié numériquement à 9.25€, la même chose mais non certifiée à 2.85€ et un aperçu des données historiques de la société, telles que les anciens noms commerciaux et les responsables pour 2.85€.

Sont également disponibles sur ce registre les comptes annuels, les dépôts ou encore les publications pour moins de 5€ par document mais notre exemple ne les a pas rendus publics.

Site officiel néerlandais:

<https://www.kvk.nl/bestellen/#/33223764000011047968?origin=search>

Mon avis : A moins de vouloir vérifier un numéro d'identification, Pappers ne propose rien d'intéressant. Les prix néerlandais sont corrects, si l'enquête repose vraiment sur un des documents proposés, il vaut mieux passer du côté officiel !

Conclusion

L'outil est tout jeune, il faut encore lui laisser le temps de maturer avant de juger. Toutefois, on a pu noter des erreurs et manquements dangereux pour notre travail (le jour d'enregistrement en Suisse ou carrément la radiation en Belgique).

Selon le niveau de sécurité dont vous avez besoin, il vaudra toujours mieux jeter un second œil dans le registre officiel ou faire appel à des confrères spécialisés.

Des alternatives payantes existent telles que creditsafe. On notera également que les pays pour lesquels les informations de pappers sont peu nombreuses sont les pays qui limitent la publicité des informations, voire qui les vendent ce qui explique la difficulté qu'a la plateforme à fournir un ensemble de données intéressant.

Nota Bene : Les informations présentées sont celles de Novembre 2025, date de rédaction de cet article.

Les sites des registres officiels peuvent être multiples selon les pays, notamment les Etats fédéraux.

Aussi, certains registres pourraient ne pas être gouvernementaux.

Info Bonus :

Deepl propose de nouvelles langues en version beta ! Du turkmène à l'islandais en passant par l'occitan, Deepl s'impose un peu plus encore face au géant Google Trad qui a répliqué en proposant un mode "avancé" pour les traductions techniques. J'ajoute à cela que Deepl a également un nouvel outil IA, pour ceux que ça intéresse.





Fournisseur de matériels d'investigation.



Partenaire OSINTER historique, testez vos compétences avec le gros pachiderme !



OSINTRACKER

Le mind-mapping conçu pour accompagner vos enquêtes.



Enquêtez bénévolement aux côtés de cette association de lutte contre la pédocriminalité.

À NOS CÔTÉS!



Contactez-nous facilement !

 contact@onarp.org

 ONARP - Organisation Nationale
des Acteurs du Renseignement Privé

 onarp.org

Olivier GROLEAU : Administrateur et fondateur
Carole FRÉMY : Co administratrice